

## Dette des pays africains : l'annulation ne changera rien

par Aquiline TARIMO s.j.,\* Tanzanie

*L'annulation de la dette des pays africains ne saurait suffire, pour cette simple raison que cette dette est liée à la persistance de structures économiques injustes, tant au niveau national qu'international. Aucune solution durable n'est donc possible si l'on n'identifie les causes profondes de cette crise et si l'on ne s'attache à modifier les structures qui en perpétuent les effets. Cet article voudrait mettre en lumière ce qui peut contribuer à infléchir le courant actuellement favorable à l'annulation de la dette, dans le sens d'une motivation plus réaliste en faveur de la croissance économique de l'Afrique.*

L'endettement de l'Afrique relève de plusieurs causes. Tout d'abord, au moment de leur accession à l'indépendance, les pays d'Afrique ont hérité de la colonisation des institutions et des modèles de gouvernance non démocratiques, qui, historiquement, avait généré d'immenses richesses au profit de l'Europe. Ces modèles, ainsi que la manière dont ils étaient appliqués, étaient étrangers aux intérêts réels de l'Afrique. De plus, les pays africains continuèrent d'exporter des matières premières au profit des nations européennes.

La responsabilité de ces lacunes en matière de transformation structurelle ne saurait être imputée uniquement à des agents extérieurs. La corruption et la mauvaise gestion ont également contribué à dégrader la situation. Ces causes expliquent l'accroissement de la dette africaine, qui a atteint des proportions inquiétantes au cours des années 70. Entre 1970 et 1979, la dette extérieure des pays en voie de développement s'est accrue de 400 %. Cette rapide augmentation est donc due à deux facteurs : la politique internationale en matière de prêts et la mauvaise gestion locale.

Cette situation amena le Fonds monétaire international à mettre en place en Afrique, durant les années 80, ce que l'on a appelé le Programme d'ajustement structurel (SAP). Contrairement aux apparences, son but essentiel n'était pas de contribuer à la solution des problèmes économiques des pays pauvres. Il s'agissait plutôt de stabiliser les marchés financiers mondiaux sans que l'économie des pays riches en soit affectée. Quel fut le fruit de cette stratégie ? Elle eut pour résultat d'aggraver davantage encore la condition des gens simples, tout en leur expliquant que

\* L'auteur travaille au Salvatorian Institute of Philosophy and Theology de Morogoro. Cet article est un condensé d'un texte paru dans *Promotio Iustitiae*, n° 75, 2001/2 (Curie générale de la Compagnie de Jésus à Rome, C.P. 6139, 00195 Roma Prati, Italie). Si la question de la dette et de son annulation a été souvent traitée dans les médias du Nord - en particulier lors de l'année du Jubilé - les prises de position critiques émanant de citoyens des pays directement concernés y sont rares. D'où l'intérêt particulier de cet article écrit par un Africain.

cette austérité était de nature à préparer un avenir meilleur.

### Changement structurel

La recherche de solutions à cette crise ne saurait nous dispenser d'évaluer l'impact social de la mondialisation croissante du marché, de la marginalisation politique de l'Afrique et des perspectives pour l'avenir économique de ce continent.

Depuis 1995, l'Eglise catholique dans son ensemble et, en particulier, les Eglises du monde occidental et leurs organisations ont vigoureusement pris position en faveur de l'annulation de la dette africaine. Toutefois, si l'Eglise entend favoriser une prise de conscience susceptible de conduire à l'élimination de l'injustice et de la pauvreté dont l'Afrique est actuellement victime, d'autres démarches doivent également être entreprises sans tarder.

Il s'agit maintenant de formuler des suggestions concrètes en vue de la transformation structurelle de l'économie, tant au niveau national qu'international, de manière à permettre à l'Afrique de participer pleinement au marché mondial, d'assurer l'égalité des chances et de promouvoir son autodétermination. Une juste compréhension de cette crise doit conduire à un réexamen du rôle de l'Etat, de la société civile, du secteur économique et de l'ordre économique mondial dans lequel ils se situent.

Dans leur effort pour constituer un environnement favorable, la plus grande erreur que les Africains puissent commettre serait d'accorder une importance excessive à la question de l'annulation de la dette. Ce n'est pas cette annulation qui, par elle-même, suffirait à modifier concrètement la situation. Seul un changement d'ordre structurel sera capable de créer un nouvel environnement où seront encouragées la participation, l'autosuffisance et la créa-

tion de richesses. Je pense que, même dans l'hypothèse d'une annulation générale de toutes les dettes de l'Afrique, la situation actuelle ne serait pas pour autant réellement modifiée en raison des conditions actuelles : absence de planification, leadership inefficace, corruption, détournement des fonds publics, absence d'une société civile, manque de participation, lutte pour le pouvoir, dépendance excessive, exode des intellectuels et manipulation des pauvres.

### Que faut-il faire ?

Les causes de l'endettement de l'Afrique sont nombreuses et variées d'un pays à l'autre. Les solutions à mettre en œuvre dépendent par conséquent des conditions locales. Par souci de concision, nous formulerons ces suggestions en dix points.

1. En vue d'une analyse objective de l'endettement qui affecte l'Afrique, il importe de le situer par rapport à ses causes, tant internes qu'externes. Parmi ces causes internes, il faut mentionner les dysfonctionnements d'ordre social. Ces vices d'organisation sont bien connus : absence de société civile, insécurité, corruption institutionnalisée, conflits ethniques résultant d'une exploitation de l'identité ethnique à des fins politiques. Ces causes internes sont aggravées par une mentalité de dépendance, par le paternalisme qui caractérise le commerce et les systèmes financiers internationaux et la politique manipulatrice des pays riches. Cette situation invite ceux qui se préoccupent de cette crise à dépasser les présupposés idéologiques qui tendent à attribuer la cause à la surpopulation.

2. Il importe de reconnaître que cette crise de l'endettement est un symptôme de cette injustice globale dont nous sommes tous responsables, dans la mesure où elle prive des peuples entiers de la satisfaction de leurs besoins fondamentaux. Une telle reconnaissance implique une prise en

charge commune de ce fardeau. Elle n'exige pas toutefois la pure et simple annulation de la dette, mais elle nous met au défi d'examiner si ce fardeau porte atteinte à la vie d'une communauté ou d'un Etat. Si la dette est telle qu'elle menace les droits fondamentaux des pauvres (nourriture, logement, habillement), le remboursement doit être suspendu. Mais ceci soulève une question : étant donné qu'un certain nombre de pays et d'institutions ont contribué à financer les prêts, à qui appartient-il de remédier à la situation d'endettement ?

3. Les prêts ne devraient être consentis qu'à des conditions compatibles avec le respect des droits élémentaires des citoyens : responsabilité des gouvernements, reconnaissance de ces droits dans le pays concerné et participation des citoyens à la décision. En particulier, priorité devrait être donnée aux projets de développement. Les pays africains devraient également s'engager à promouvoir une croissance économique en impliquant davantage les citoyens dans les projets de développement au plan local. Il importe également d'accorder la préférence à des programmes qui concernent le développement et le bien-être de la population, plutôt qu'à des prêts destinés à l'achat d'armes ou de produits de luxe, ou au «recrutement» d'une clientèle politique.

4. Les conditions d'une réforme économique devraient faire l'objet d'un examen attentif. La situation actuelle de l'économie en Afrique exige d'être repensée en profondeur. Elle doit faire l'objet d'une analyse des relations économiques passées et présentes de l'Afrique avec les pays occidentaux, de manière à pouvoir élaborer un nouveau type de relations, fondé sur une authentique responsabilité mutuelle. Au surplus, les auteurs des



*Pour une prise en charge commune du fardeau.*

dons et les institutions financières se doivent de remettre en question une aide qui équivaut à administrer du chloroforme. L'assistance extérieure devrait viser à épauler les efforts qui tendent à réajuster l'infrastructure économique. Cette assistance peut ainsi servir à encourager des projets modestes et le secteur privé à soutenir des entreprises génératrices de revenus et de postes de travail. Il est important de consolider ces structures économiques de base, car elles jouent un rôle plus visible et plus fondamental dans le processus de réalisation de programmes économiques.

5. Il convient de décourager toute dépendance excessive vis-à-vis de l'aide extérieure. C'est ce type de dépendance qui est

à l'origine du retard structurel de l'Afrique. En effet, l'aide extérieure a créé une culture de dépendance permanente. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui est la volonté politique d'aborder les besoins des populations comme un problème global qui ne peut être résolu que par l'établissement de structures de partenariat aptes à assurer une assistance technique.

### Développer la société civile

6. Pour assurer leur avenir, les pays africains doivent investir dans leur propre population à travers la formation. J'aimerais aussi souligner que le développement économique de l'Afrique dépendra aussi du statut de la femme. Les femmes africaines sont les piliers de l'activité socio-économique du continent. Si leur statut est encore amélioré par une formation adéquate, cela ne peut qu'affecter positivement la vie économique des pays africains. Une formation adaptée les encouragera certainement à surmonter leur complexe d'infériorité et la passivité qui peut en résulter.

7. Les intellectuels et les travailleurs qualifiés ont le devoir moral de mettre leur compétence au service de leur pays, au lieu d'émigrer pour des raisons d'avantages économiques et d'avancement professionnel. Depuis les années 80, les pays d'Afrique ont connu une fuite des cerveaux. Ce phénomène est dû aux bas salaires, à la corruption, à la mauvaise gestion, au népotisme, aux pratiques illégales et à la malhonnêteté des leaders. J'ai la conviction qu'il est vain d'espérer un changement significatif dans les domaines politiques et économiques aussi longtemps que perdure cet exode des intellectuels.

8. Il est également nécessaire de promouvoir les associations intermédiaires. Depuis quelque quarante ans, le système du parti unique et les régimes militaires ont réduit à

néant le rôle des syndicats, des coopératives et des associations professionnelles. Les associations intermédiaires sont importantes pour l'activité économique parce qu'elles proposent des solutions alternatives et sont capables de mobiliser les gens de la base. Dans le contexte africain, des mesures destinées à renforcer ce type de structure constitueraient un pas en avant dans le processus des infrastructures économiques. Tout en s'opposant aux tendances totalitaires des gouvernants, un tel processus aurait une influence positive sur l'économie en favorisant la coresponsabilité et en réagissant contre le climat de crise qui affecte la planification économique en Afrique. Ces associations intermédiaires peuvent ainsi remettre en question la bureaucratie et les monopoles du pouvoir socio-économique et du pouvoir politique qui sont la chasse gardée de ce que l'on a appelé une «élite prédatrice».

9. L'Eglise catholique peut jouer un rôle important pour favoriser un tel changement, dans la mesure où elle peut coopérer plus efficacement avec d'autres Eglises en vue d'exercer une influence sur le processus de renouveau politique, d'éducation à la conscience collective, de la promotion des droits humains et de la justice sociale.

10. Bien des théories sur le développement, inspirées de l'extérieur, ont été imposées aux peuples africains, mais cela n'a pas empêché leur niveau de vie de stagner. Cet échec apporte la preuve que les cultures africaines doivent faire l'objet d'une rigoureuse analyse si l'on veut aboutir à un cadre de développement compatible avec le contexte africain et avec ses valeurs culturelles.

Ces réflexions ont tenté de proposer une réponse spécifique à la crise provoquée par l'endettement de l'Afrique. Mais, finalement, c'est aux peuples d'Afrique eux-mêmes qu'il incombe de fournir cette réponse et d'orienter ainsi l'avenir de leur continent.

A. T.